

Insertion du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une approche qualitative

Morocco's insertion in Sub-Saharan Africa: A qualitative approach

Mariam KERROUCH, (Docteur en sciences économiques et gestion)

*Laboratoire d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales,
Faculté des sciences juridiques économiques et sociales,
Université Moulay Ismail de Meknès, Maroc*

Abdelrhani BOUAYAD, (Professeur de l'Enseignement Supérieur)

*Laboratoire d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales,
Faculté des sciences juridiques économiques et sociales,
Université Moulay Ismail de Meknès, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Meknès Adresse de correspondance : Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales, B.P 3102 Toulal, Meknès, Université Moulay Ismail, Maroc (Meknès), 50040, +212 5 35 45 20 92/93.
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KERROUCH, M., & BOUAYAD, A. (2024). Insertion du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une approche qualitative. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(6), 538-553. https://doi.org/10.5281/zenodo.12511590
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: April 30, 2024

Accepted: June 21, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 6 (2024)

Insertion du Maroc en Afrique Subsaharienne : Une approche qualitative

Résumé :

L'Afrique subsaharienne, un carrefour d'ambitions géopolitiques et de richesses culturelles, revêt une importance croissante pour le Maroc. Des liens historiques complexes et robustes se sont tissés au fil du temps, créant une toile dense de coopération. Cependant, dans le contexte géopolitique actuel, en constante évolution, de nouvelles opportunités et défis se dessinent. Le Maroc s'engage dans une transformation audacieuse pour redéfinir son engagement en Afrique subsaharienne. L'évolution rapide de l'Afrique subsaharienne sur la scène mondiale et sa transformation économique a redynamisé la région. Les pays autrefois perçus comme de simples partenaires commerciaux sont devenus des acteurs majeurs sur la scène internationale. Le Maroc réaligne sa stratégie pour créer des liens plus profonds et stratégiques avec la région.

Par ailleurs, le Maroc envisage également de jouer un rôle actif dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique subsaharienne. En collaborant avec les gouvernements et les institutions régionales, le Maroc peut contribuer à la résolution des conflits et à la prévention de l'instabilité politique, créant ainsi un environnement propice à la croissance économique et à l'intégration régionale. Il est important de souligner que l'engagement du Maroc en Afrique subsaharienne s'inscrit dans une vision à long terme de partenariat et de coopération mutuellement bénéfique. En renforçant les liens économiques, politiques et culturels avec la région, le Maroc aspire à construire un avenir commun basé sur la prospérité partagée et le respect mutuel.

L'objectif de cette étude est d'analyser la manière dont le Maroc aborde son insertion en Afrique subsaharienne, avec un accent sur l'intégration économique régionale.

L'analyse révèle que le Maroc a réaligné sa stratégie pour renforcer les liens économiques, politiques et culturels avec les pays de l'Afrique subsaharienne, désormais perçus comme des acteurs majeurs sur la scène internationale. En outre, le Maroc joue un rôle actif dans la promotion de la paix et de la sécurité régionale, en collaborant avec les gouvernements et institutions locales pour prévenir l'instabilité politique et favoriser la croissance économique. Cette démarche s'inscrit dans une vision à long terme de partenariat et de coopération mutuellement bénéfique, visant à construire un avenir commun basé sur la prospérité partagée et le respect mutuel.

Mots clés : Maroc, Afrique subsaharienne, Coopération, Intégration économique régionale ; Stratégie.

Classification JEL : F50

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract:

Sub-Saharan Africa, a crossroads of geopolitical ambitions and cultural wealth, is increasingly important for Morocco. Over time, complex and robust historical ties have been woven, creating a dense web of cooperation. However, in the constantly evolving geopolitical landscape, new opportunities and challenges are emerging. Morocco is embarking on a bold transformation to redefine its engagement in Sub-Saharan Africa. The rapid evolution of Sub-Saharan Africa on the global stage and its economic transformation have revitalized the region. Countries once seen as mere trading partners have become major players on the international scene. Morocco is realigning its strategy to forge deeper and more strategic ties with the region.

Furthermore, Morocco also plans to play an active role in promoting peace and security in sub-Saharan Africa. By collaborating with governments and regional institutions, Morocco can contribute to the resolution of conflicts and the prevention of political instability, thereby creating an environment conducive to economic growth and regional integration. It is important to emphasize that Morocco's commitment to sub-Saharan Africa is part of a long-term vision of partnership and mutually beneficial cooperation. By strengthening economic, political and cultural ties with the region, Morocco aspires to build a common future based on shared prosperity and mutual respect.

The objective of this study is to analyze how Morocco approaches its integration into Sub-Saharan Africa, with a focus on regional economic integration.

The analysis reveals that Morocco has realigned its strategy to strengthen economic, political and cultural ties with sub-Saharan African countries, now seen as major players on the international scene. Furthermore, Morocco plays an active role in promoting regional peace and security, working with local governments and institutions to prevent political instability and foster economic growth. This approach is part of a long-term vision of partnership and mutually beneficial cooperation, aimed at building a common future based on shared prosperity and mutual respect.

Keywords: Morocco, Sub-Saharan Africa, Cooperation, Regional Economic Integration, Strategy.

JEL classification: F50

Paper Type: Empirical Research

1. Introduction :

Au carrefour des ambitions géopolitiques et des richesses culturelles se déploie l'Afrique subsaharienne, un terroir d'une importance croissante pour le Maroc. À travers les détours de l'histoire, des liens subtils et robustes se sont tissés entre le Royaume et les nations subsahariennes, créant ainsi une toile dense de coopération aux multiples facettes. Pourtant, dans le tourbillon du paysage géopolitique actuel, de nouvelles opportunités émergent aux côtés de défis pressants. C'est dans cet espace dynamique que le Maroc amorce une transformation audacieuse, ouvrant une nouvelle ère pour son engagement en Afrique subsaharienne.

De l'ère glorieuse des caravanes chamelières aux entrelacs modernes de partenariats économiques, les relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne sont tissées d'interactions complexes. Des alliances politiques se sont tressées pour relever les défis régionaux, unissant ainsi ces territoires autour d'intérêts communs. Parallèlement, les échanges culturels ont forgé des liens humains profonds, transcendant les frontières géographiques. Cette structure soigneusement construite jette un éclairage révélateur sur la manière dont le Maroc aborde cette nouvelle phase de ses relations avec l'Afrique subsaharienne.

Pourtant, le paysage géopolitique actuel est en perpétuelle évolution. L'essor fulgurant de l'Afrique subsaharienne sur la scène mondiale, accompagné d'une dynamique économique en métamorphose, confère une nouvelle vitalité à la région. Les pays qui étaient autrefois perçus comme de simples partenaires commerciaux se sont mués en acteurs essentiels dans les arènes économiques et politiques internationales. Conscient de cette nouvelle donne, le Maroc s'engage dans une démarche de réaligement stratégique, cherchant à redéfinir sa relation avec la région pour établir des liens plus profonds et plus stratégiques.

C'est ainsi que se dessine la nouvelle stratégie d'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne. Les liens économiques se solidifient à travers une série d'initiatives commerciales et de partenariats d'investissement mutuellement profitables. Les relations politiques évoluent vers une collaboration plus étroite, créant une plateforme pour la gestion concertée des défis régionaux et mondiaux. Tout aussi importante, la mise en avant de la culture et des liens sociaux s'érige en un pilier fondamental pour une intégration plus profonde et durable. Les premières ébauches de cette transition laissent entrevoir des signes tangibles de succès, bien que tout un éventail de défis et d'opportunités demeure à l'horizon pour donner corps à cette stratégie globale.

La revue de la littérature révèle que plusieurs études ont déjà exploré l'intégration économique régionale en Afrique subsaharienne. Dafir et Salam (2016) analysent l'intégration de la diplomatie économique dans un dispositif national d'intelligence économique au Maroc. Labaronne (2013) se penche sur les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins, tandis que Gbetnkom (2013) évalue les potentialités commerciales de la CEMAC par le modèle de gravité. Ces études fournissent un socle théorique essentiel pour notre recherche.

Suivant cette logique, l'objectif de notre travail est de réaliser une analyse qualitative afin de fournir une étude et des analyses pertinentes sur la manière dont le Maroc aborde son insertion en Afrique subsaharienne, et comment cette stratégie affecte la région et le pays lui-même, en répondant à la question centrale suivante : **"Comment le Maroc a-t-il déployé une stratégie visant à consolider sa présence et à accroître son influence au sein de la région subsaharienne d'Afrique dans le cadre de l'intégration économique régionale ?"**

Pour répondre à notre question de recherche, d'abord, nous avons exposé les apports théoriques et conceptuels corrélés à l'objet de recherche. Ensuite nous avons établi une courte description et état des lieux des échanges et relation entre le Maroc et les pays de l'Afrique Subsaharienne et en dernier lieu nous exposerons l'analyse et les résultats de notre étude suivis d'une conclusion synthétique.

2. Cadre théorique :

L'intégration économique entre les pays se pose comme une réponse aux défis auxquels sont confrontées leurs politiques nationales, notamment en raison des limitations de leurs marchés intérieurs, de la rareté des ressources productives et des contraintes financières qui pourraient entraver leur développement et leur croissance économique. Les théories concernant l'intégration économique régionale abordent diverses facettes, qu'il s'agisse du volet commercial, financier, monétaire, économique par convergence des économies, sectoriel par la coopération, ou encore politique. Chacune de ces dimensions fait l'objet d'analyses variées au travers de différentes approches théoriques.

2.1. Retour sur définitions :

La coopération entre nations devient de plus en plus essentielle de nos jours, en raison de sa généralisation et de sa nécessité. Elle est générale dans la mesure où toutes les nations participent désormais aux échanges internationaux, quelle que soit leur taille, et elle est nécessaire, car aucune nation ne peut prétendre posséder toutes les ressources naturelles, humaines et techniques requises pour produire des biens et favoriser une croissance économique soutenue.

De nombreux économistes de l'économie internationale, tels que J. Weilles et B. Balassa (Balassa, 1976), ont tenté de distinguer la coopération de l'intégration. Selon Balassa, la coopération englobe des mesures visant à harmoniser les politiques économiques et à réduire les discriminations, tandis que le processus d'intégration exige l'élimination de certaines formes de discriminations. Néanmoins, il convient de souligner que, pour le moment, les avancées de la coopération servent de support et de moteur au développement économique, préparant ainsi le terrain à l'intégration.

Le terme "intégration" englobe une gamme de concepts homogènes, tels que la solidarité, la fédération, la coopération, l'unification et même la fusion. Malgré la diversité des définitions de ce concept, la plupart des auteurs, qui prônent le libre-échange et se préoccupent de l'allocation optimale des ressources à l'échelle mondiale, s'accordent pour dire que l'intégration représente le moyen le plus rationnel d'atteindre le développement économique. Parmi ces auteurs figurent J. Viner, B. Balassa, Tinbergen et Allais, entre autres.

Selon Allais (Allais, M. 1993), "l'intégration est un marché où il n'existe aucune entrave à la circulation des marchandises, des capitaux et des personnes, un marché dans lequel les monnaies sont librement convertibles et où les capitaux peuvent être investis librement là où leur rentabilité est la plus élevée" (JACQUES TENIER, 2003).

2.2. Analyse théorique de l'IER :

Dans l'analyse des théories de l'intégration économique régionale, il est important de noter que l'intégration régionale se décline en plusieurs dimensions, telles que la dimension commerciale, financière, monétaire, économique par convergence des économies, sectorielle par coopération et politique. Chacune de ces dimensions est étudiée à travers diverses perspectives théoriques (DIOUF Makhtar, 1984).

Les théories de l'intégration régionale, en grande partie influencées par l'expérience européenne et plus récemment par l'expérience nord-américaine, doivent être contextualisées compte tenu de la réalité des pays du Sud, caractérisée par une insertion asymétrique dans l'économie internationale. L'histoire coloniale a souvent été le point de départ des zones d'intégration régionale. Aujourd'hui, la mondialisation a donné lieu à une nouvelle perspective analytique du régionalisme, mettant en avant le rôle des organisations, des règles, de la géographie économique, et de l'économie politique internationale (Philippe Hugon, 2003).

2.3. Évolution des Théories du Commerce International :

La question de l'intégration régionale a été au cœur de nombreuses analyses économiques, suscitant un vif intérêt tant chez les économistes que chez les décideurs politiques. Dès les années 1950, Jacob Viner a mis en évidence que la création d'une zone de libre-échange pouvait accroître le bien-être des pays participants, notamment lorsque la demande d'importation est élastique, les droits de douane initiaux sont élevés, et les différences de coûts de production entre les partenaires et le reste du monde sont faibles. Aujourd'hui, le regain d'intérêt pour le régionalisme se présente comme une opportunité à la fois pour les pays développés et en développement.

Les travaux ultérieurs, menés par des économistes tels que Bela Balassa, Paul Krugman, et Philippe Hugon, ont poursuivi ces analyses en démontrant que les processus d'intégration régionale pouvaient générer des avantages significatifs pour les pays membres. Ces avantages économiques découlent des accords régionaux, qui peuvent être motivés par des préoccupations non strictement économiques, mais qui ont des répercussions majeures sur les économies des pays membres et non membres.

2.4. Dimensions Théoriques de l'Intégration Régionale :

Les théories de l'intégration régionale trouvent leur origine principalement dans le contexte européen, mais elles se sont récemment étendues au contexte nord-américain. Cependant, il est important de noter que les pays en développement ont une dynamique d'insertion asymétrique dans l'économie mondiale, souvent liée à des histoires coloniales. Les théories de l'intégration régionale doivent être replacées dans ce contexte spécifique.

1. **Renouveau du Régionalisme** : La plupart des pays en développement sont engagés dans des processus d'intégration régionale, allant de la coopération sectorielle à des unions politiques avec transferts de souveraineté, selon Philippe Hugon (Hugon, 2002). Ces processus varient en termes d'institutionnalisation, de rythme, d'approfondissement et d'élargissement, tout en ayant des dimensions économiques, politiques et culturelles. Ils reflètent les trajectoires spécifiques des sociétés en développement.
2. **Les Dimensions du Régionalisme** : La régionalisation dans les économies en développement implique l'intensification des échanges avec la suppression des obstacles internes, la mise en place d'un tarif extérieur commun, la mobilité des facteurs de production, et bien d'autres aspects. Elle se caractérise par une coordination des politiques économiques et sociales, des projets de coopération, des interdépendances économiques et institutionnelles, des règles et des transferts de souveraineté, des relations internationalisées au sein des réseaux ou des firmes, ainsi que des effets d'agglomération et des infrastructures interconnectées.
3. **Le Renouveau des Théories de l'Intégration Régionale** : Le regain de la régionalisation dans un contexte de mondialisation a conduit à un renouveau analytique du régionalisme (Richard, Y 2014). Ce renouvellement intègre des concepts tels que l'économie institutionnelle, la nouvelle géographie économique, et la nouvelle économie internationale, prenant en compte des facteurs tels que la concurrence imparfaite et les rendements d'échelle. L'intégration régionale est ainsi vue sous différentes conceptions, notamment comme un moyen de déconnexion vis-à-vis de l'économie mondiale ou comme une libéralisation des échanges et des facteurs de production par le marché.

2.5. Approche africaine de l'IER :

L'approche de l'intégration économique régionale en Afrique se distingue de celle de l'Union européenne. Contrairement à l'UE, qui a débuté avec un petit groupe de six pays et s'est élargie

progressivement à 27 membres, l'Union africaine a choisi une voie différente. Elle a opté pour la création de groupements de communautés distinctes, qui, à terme, fusionneront en un seul bloc de nations. Cette démarche découle de la nécessité de promouvoir le développement économique en Afrique, symbolisée par la création du Traité d'Abuja en 1994.

L'intégration régionale en Afrique repose sur des politiques visant à encourager la coopération monétaire, à développer les régions, à stimuler le commerce interrégional, et à supprimer les obstacles entravant la libre circulation des facteurs de production. Toutefois, un défi majeur réside dans la multiplicité des Communautés Économiques Régionales (CER), qui complique l'atteinte d'une intégration économique harmonieuse (Delphine Lecoutre, 2008).

L'Union africaine s'efforce de surmonter ces obstacles pour créer un environnement propice au développement économique durable en Afrique, tout en reconnaissant que son modèle d'intégration diffère sensiblement de celui de l'Union européenne.

3. Parcours et liens des relations Maroc -Afrique subsaharienne :

La vision africaine du Maroc a considérablement évolué sous le règne de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, illustrée par les visites officielles royales dans divers pays africains. Ces visites incarnent l'engagement sincère du Royaume envers le continent, couvrant une gamme variée de domaines.

Ce rapprochement avec l'Afrique Subsaharienne positionne le Maroc en tant que partenaire clé dans le développement de la région. L'Afrique, aujourd'hui le continent le plus économiquement vulnérable, attire des investissements du monde entier. Parmi les mécanismes visant à soutenir son développement au sud du Sahara, la coopération triangulaire ouvre de nouvelles perspectives. Son principe consiste à financer des projets d'infrastructures locaux par des donateurs du Nord, puis à les réaliser grâce à la contribution de pays africains.

Le Maroc étend désormais son influence sur tout le continent, en particulier en Afrique subsaharienne. Ce mécanisme crée des opportunités significatives pour les entreprises marocaines, leur permettant de démontrer leur expertise et de s'étendre au-delà de leurs frontières. Certaines d'entre elles ont déjà franchi le pas de l'investissement en Afrique subsaharienne en participant à des projets d'envergure.

En fait, le Maroc est aujourd'hui le deuxième investisseur africain sur le continent, et il occupe la première place en Afrique de l'Ouest. Dans le domaine économique, la coopération économique et commerciale bilatérale vise toujours à renforcer ces échanges et à établir un cadre réglementant les relations entre le Maroc et les pays africains, basé sur l'égalité et des intérêts mutuels dans une perspective de bénéfice mutuel. Actuellement, ces relations sont régies par plus de 500 accords de coopération commerciale et d'investissement, qu'ils soient de nature classique ou préférentielle, touchant aussi bien le secteur public que privé. Cette initiative vise à consolider les parts de marché existantes et à diversifier les opportunités à l'étranger.

3.1. Les entreprises Marocaines dans les marchés subsahariens :

Conscient de l'importance du marché subsaharien en termes stratégique, géopolitique et économique, le Maroc s'est engagé dans la voie du renforcement de ses relations avec les pays de ce continent en adoptant une stratégie multidimensionnelle, dynamique et proactive. Cette politique africaine vise l'amélioration des chaînes de valeur et le renforcement de l'intégration régionale du Maroc, ce qui lui a permis de devenir un investisseur majeur dans l'Afrique Subsaharienne.

Par conséquent, le Maroc enregistre depuis plusieurs années une tendance croissante des investissements sortants vers les pays de l'Afrique Subsaharienne de telle sorte que ça devient une orientation stratégique des entreprises nationales souhaitant passer à une démarche d'internationalisation de leurs activités. D'ailleurs, les pays de l'Afrique Subsaharienne

s'accaparent plus que la moitié des stocks d'IDE sortants¹ plaçant le Maroc en tant que deuxième investisseur africain en Afrique Subsaharienne après l'Afrique du Sud.

La stratégie du Maroc entre l'offensive des puissances émergentes et la persistance des partenaires traditionnels constitue un sujet intéressant dans la mesure où le Maroc est un pays africain qui cherche à se positionner en tant que partenaire stratégique. La déclinaison de la stratégie marocaine dans le cadre d'une vision stratégique d'ensemble a permis au Maroc d'améliorer son image de marque et sa visibilité dans le continent.

En outre, le Maroc se propose comme étant un allié stratégique pour le déploiement de la coopération Nord-Sud-Sud, en tant que partenaire engagé dans le cadre de la coopération tripartite et en tant qu'acteur de partage d'expériences et de développement des synergies.

La stratégie marocaine a engendré une augmentation importante du volume d'investissements du Maroc en Afrique au cours des dernières années. L'évolution rapide des investissements marocains a permis au Maroc de devenir le deuxième investisseur africain en Afrique et le premier en Afrique de l'Ouest. En effet, les IDE du Maroc dans les pays d'Afrique en termes de stock ont augmenté au cours des dix dernières années et ont été supérieurs à ceux réalisés dans les pays d'Europe. En outre, il y'a lieu de signaler que le Maroc cible essentiellement les pays d'Afrique subsaharienne qui représentent une moyenne de 90% du total des flux des IDE sortants vers le continent. A noter que des opérations de grande envergure ou des fusions acquisitions ont été réalisées par de grands groupes marocains durant cette période. Selon le rapport Perspectives économiques en Afrique (PEA) publié en 2017, le Maroc est de loin le premier investisseur africain en Afrique sur les investissements dans des projets nouveaux en 2015-16 et le cinquième au niveau mondial. La CNUCED considère que le Maroc s'affirme comme un investisseur de premier plan, signe des gains en capacités des entreprises marocaines dans les services financiers, les télécommunications et les industries manufacturières.

3.2. La stratégie marocaine d'accompagnement des entreprises :

Les entreprises sont les véritables fers de lance de la politique d'influence des pays émergents en Afrique Subsaharienne. L'internationalisation de leurs entreprises est perçue comme étant un levier de renforcement de la compétitivité du pays en leur donnant accès à des actifs stratégiques, à des technologies, à des compétences, à des ressources naturelles et à des marchés et en leur permettant d'accroître leur efficacité (Hourmat Allah, H. 2023).

Au Maroc, l'engouement à l'internationalisation des entreprises marocaines a été encouragé par une batterie de mesures dont notamment l'assouplissement de la réglementation des investissements, la signature des différents accords internationaux de promotion et de protection des investissements et la conclusion, à partir de 2001, de plus de 500 accords de coopération dans plusieurs domaines avec les pays de l'Afrique Subsaharienne . La plupart de ces accords sont signés lors des déplacements du Roi au niveau de la région. D'ailleurs, la diplomatie royale est de plus en plus considérée comme étant la locomotive du business marocain au niveau de la région. S'ajoute à cela la création d'un fonds de 200 millions de dirhams afin de renforcer la présence des opérateurs privés marocains sur le marché africain. D'ailleurs, le défi de départ de la stratégie africaine du Maroc est que l'excellence des relations politiques avec les pays de la région se traduise par une évolution des échanges commerciaux, financiers et économiques dans cette partie du continent. Un défi réussi vu que la forte présence diplomatique sur le continent sert aujourd'hui de pont à sa présence économique dans différents pays.

Cette politique d'accompagnement a permis au Maroc d'avoir des « African challengers » capable de concurrencer les multinationales étrangères sur quelques marchés de la région. En effet, selon une étude de Boston Consulting Group dressant un panorama des quarante plus grandes entreprises en Afrique, six entreprises marocaines s'imposent désormais comme des leaders mondiaux dans leur secteur. D'après les chiffres fournis par fDi Markets en 2017, les

entreprises marocaines ont annoncé plus de 8 milliards de dollars d'investissements dans de nouveaux projets sur tout le continent durant la période 2015-2016, dépassant pour la première fois la France et le Royaume-Uni. En effet, cet exploit est à imputer en grande partie à l'annonce de l'OCP de construire une usine d'engrais en Éthiopie pour plus de 3 milliards USD d'investissements.

Dans ce sens, le défi actuel de la stratégie africaine du Maroc est d'élargir le club des investisseurs en Afrique afin d'intégrer les PME marocaines, qui constituent plus de 90% du tissu économique du pays. À cet égard, le Maroc a lancé une batterie d'outils pour réussir l'internationalisation des PME en Afrique (caravanes d'exportation, contrats de croissance à l'export, incitations fiscales...). Toutefois, l'intérêt de ces entreprises marocaines pour l'Afrique fait face à une multitude de contraintes logistiques et financières et à la concurrence de plusieurs pays émergents.

3.3. Diagnostic de la stratégie marocaine en Afrique Subsaharienne :

Plusieurs facteurs ont contribué à altérer l'image de l'Afrique aux yeux des investisseurs étrangers et à réduire son attrait en tant que destination des investissements. Parmi ces facteurs, il y a lieu de citer l'étroitesse des marchés, un cadre juridique peu favorable, la corruption qui reste forte malgré l'intensification des efforts en faveur de la bonne gouvernance, et la propagation de graves pandémies, qui décime la main-d'œuvre du continent et réduit la demande effective.

Les relations Maroc et le reste d'Afrique, tout en ayant permis de décliner un certain nombre d'atouts de l'économie marocaine, ont dégagé aussi plusieurs faiblesses. Cependant, les potentialités naturelles et humaines du continent ainsi que les perspectives de sa croissance constituent, par ailleurs, une grande opportunité pour le Maroc pour améliorer sa compétitivité globale.

Néanmoins, il reste des enjeux majeurs à prendre en compte pour réussir cette compétitivité et pour cela il faut opérer de subtiles manœuvres en vue d'éluder ces graves handicaps qui entravent le développement des entreprises marocaines en Afrique subsaharienne.

Le Maroc bénéficie d'une appartenance à l'identité africaine et à l'hémisphère Sud, ce qui représente un atout majeur. L'exploitation des ressources énergétiques et minières du continent offre une opportunité de valorisation inestimable. De plus, l'Afrique représente un vaste marché potentiel de consommation, en raison de sa croissance démographique rapide. Le Maroc adhère à plusieurs accords de libre-échange avec des pays ayant des niveaux de développement variés et bénéficie d'un emplacement géostratégique de premier ordre.

Le pays dispose d'une expertise et d'un savoir-faire matures, répondant aux besoins des pays du Sud, ainsi qu'une forte présence de partenaires internationaux en mode triangulaire. L'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) est un interlocuteur privilégié des partenaires étrangers. Le secteur privé marocain est un leader sur de nombreux marchés africains, notamment dans les domaines bancaires et des télécommunications. En outre, le Maroc initie des projets multi-acteurs, impliquant des associations de la société civile actives et des fondations, tout en maintenant des liens culturels et religieux profonds avec d'autres nations africaines.

Cependant, plusieurs défis freinent ce potentiel. Les infrastructures de transport sont insuffisantes, tout comme les moyens financiers et les compétences humaines. Les procédures réglementaires sont souvent compliquées, et la balance commerciale est largement déficitaire. Le risque d'insécurité juridique des affaires est présent, et il y a un manque de financement pour les projets envisagés. L'absence de base de données centralisée d'informations Sud-Sud limite l'identification des opportunités d'échanges, et il n'existe pas de systèmes d'informations pour suivre les projets, tirer les leçons et corriger les erreurs.

Malgré ces défis, le Maroc peut tirer parti de nombreuses opportunités. La population africaine, estimée à un milliard d'individus, est jeune et en voie d'urbanisation, et une classe moyenne est en émergence. Le continent possède des richesses naturelles agricoles et minières abondantes et variées, et il y a un manque d'infrastructures de base qui peut être comblé. La stabilité politique et sociale du Maroc est un levier pour la coopération Sud-Sud dans la région de l'Afrique subsaharienne, et il existe un potentiel important d'appui des partenaires triangulaires, y compris le Système des Nations Unies. De plus, le Maroc dispose de sources d'énergie renouvelable potentielle, d'une population active et jeune sous-exploitée, et d'une expérience approfondie en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) des groupes multinationaux marocains.

Cependant, le Maroc doit faire face à plusieurs menaces. La concurrence internationale est intense et l'instabilité politique et institutionnelle dans certains pays d'Afrique peut poser des défis. Le cadre juridique des affaires est complexe dans de nombreux pays africains, et les politiques publiques manquent souvent d'inclusivité. Les besoins exprimés sont de plus en plus complexes, et les blocs régionaux sont faibles dans la promotion de la coopération Sud-Sud. Enfin, les conflits politiques entre pays voisins et l'insuffisance de capitaux ou de financement des partenaires triangulaires, souvent instables, constituent des menaces non négligeables.

4. L'Évolution de la stratégie d'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne : Une Analyse qualitative

L'insertion du Maroc sur la scène économique de l'Afrique subsaharienne a connu une évolution significative au fil des années. Dans ce contexte, on se penche sur cette transformation en adoptant une approche qualitative exploratoire. Nous avons choisi cette méthodologie pour plonger au cœur des dynamiques, des enjeux et des stratégies qui ont façonné cette insertion. Notre objectif est de mieux comprendre comment le Maroc a élaboré sa stratégie pour s'intégrer de manière efficace dans cette région en croissance rapide.

4.1. Le choix méthodologique :

Pour répondre à la problématique de recherche posée précédemment, nous avons mené une recherche qualitative exploratoire. Les méthodes de recherche appropriées pour obtenir une connaissance valide de nature interprétative nécessitent une étroite collaboration avec les individus sur le terrain, car il est crucial de comprendre les acteurs et leurs actions dans leur contexte social (Thiétart R. A. et al., 2007). Parmi ces méthodes adaptées, l'approche qualitative est largement reconnue et utilisée dans les sciences de gestion, notamment.

4.2. Terrain et données de l'étude:

Pour collecter des données riches et nuancées, nous avons opté pour des entretiens semi-directifs. Ces entretiens nous ont permis d'interroger cinq acteurs institutionnels majeurs, à savoir l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), la Chambre de l'Industrie et du Commerce de Meknès, le service des douanes, et le service des relations commerciales entre le Maroc et les pays de l'Afrique du ministère de l'industrie. Les questions préétablies ont été conçues pour aborder les principales thématiques liées à notre problématique, ce qui a donné à ces entretiens une structure logique et cohérente.

Ces entretiens ont été composés d'un nombre prédéfini de questions tournant autour des thématiques principales de la problématique, ce qui leur a donné une structure logique et cohérente comprenant des entretiens semi-structurés avec cinq acteurs institutionnels majeurs, à savoir l'AMDIE, la CGEM, la Chambre de l'Industrie et Commerce Meknès, service des

douanes et le service des relations commerciales Maroc et reste des pays de l'Afrique du ministère de l'industrie.

Tableau 1: Liste des entretiens réalisés auprès des acteurs

Acteurs	Fonction de l'interviewé	Date	Durée
La chambre de commerce Fès-Meknès.	Responsable de la coopération internationale de la chambre	14/04/2023	1h15min
Ministère du commerce et de l'industrie	Chef du service des relations commerciales Maroc et reste des pays de l'Afrique	13/04/2023	1h30min
Ministère des affaires étrangères	Le conseiller économique de l'ambassade du Maroc au Sénégal	06/04/2023	1h20min
AMDI	Responsable du pôle Agroalimentaire	13/04/2023	40 min
La douane	Le chef de division de la coopération internationale	13/04/2023	1h30min
La CGEM	le Président de la commission « Afrique »	01/05/2023	1h
Ministère de l'Industrie du Commerce	Ex-Chef de Division chargé de l'Afrique et le monde arabo-musulman Direction des Relations Commerciales Internationales	01/05/2023	57 min

Source : Auteurs

4.3.Traitement des données :

Le traitement des données recueillies a été réalisé à l'aide du logiciel d'analyse qualitative "NVIVO". Ce processus d'analyse s'est avéré essentiel pour extraire des informations clés, établir des liens entre les éléments recueillis, et aboutir à des jugements de valeur éclairés. L'utilisation de NVivo dans la recherche qualitative dépasse largement son rôle de simple outil d'analyse de données. Chris Atchison, chercheur à l'Université Simon Fraser, souligne que NVivo représente une ressource essentielle pour divers aspects de la recherche, incluant la planification, la coordination d'équipe, l'analyse documentaire, la conception de l'étude, l'analyse des données et la rédaction des rapports. En facilitant le processus de codage et d'analyse des données, NVivo s'avère particulièrement adapté pour les études confrontées à une grande complexité et à une quantité importante de données non structurées ou semi-structurées, telles que des entretiens et des enquêtes. Le logiciel permet l'importation directe des documents d'entretien, l'ajout de métadonnées et de notes de terrain, ainsi que la création de modèles et de hiérarchies de codes pour une analyse détaillée et rigoureuse. NVivo offre ainsi une plateforme robuste qui soutient les chercheurs dans l'évaluation et l'interprétation des phénomènes sociaux, en enrichissant leur cadre conceptuel et en facilitant l'émergence de thèmes pertinents pour leur recherche.

5. Résultats de l'analyse l'étude :

Le processus de traitement de l'information représente une opération complexe qui englobe l'examen minutieux de mots, d'expressions et de discours. Conformément à la définition de Wacheux (1996), ce processus se matérialise par la synthèse de l'information, sa classification, la création de liens, ainsi que l'aboutissement à une description, une explication ou une configuration.

Dans le cadre de notre étude exploratoire sur l'insertion économique du Maroc en Afrique subsaharienne, nous avons conduit une analyse approfondie visant à évaluer les atouts et les vulnérabilités des investisseurs marocains dans cette région dynamique. L'objectif sous-jacent de notre démarche était de relever les déterminants de la nouvelle stratégie du Maroc afin de mieux s'insérer dans l'Afrique Subsaharienne. Au cœur de cette étude émergent des thèmes récurrents qui ont émergé de manière prépondérante dans les entretiens, reflétant ainsi les préoccupations et les enjeux clés inhérents à l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne.

Tableau 2 : Requête de fréquence des mots

Mot	Longueur	Nombre	Pourcentage pondéré (%)
Entreprises	11	243	2,14
Subsaharienne	13	238	2,09
Maroc	5	225	1,98
Afrique	7	193	1,70
Investissements	15	90	0,79
Economique	10	90	0,79
Echanges	8	81	0,71
Marché	6	70	0,62
Développement	13	60	0,53
Coopération	11	55	0,48
Commerce	8	52	0,46
Partenariats	12	38	0,33
Services	8	31	0,27
Croissance	10	30	0,26
Accords	7	29	0,25
Infrastructures	15	27	0,24
Compétitivité	13	19	0,17
Régionaux	9	16	0,14

Source : Sortie Nvivo 12

Parmi les concepts les plus fréquemment cités par les personnes interrogées, nous avons identifié des mots-clés tels que "Entreprises", "Afrique", "investissements", "croissance" et "Maroc". Ces termes résument succinctement les axes centraux de notre étude. Les "entreprises" incarnent les acteurs essentiels qui participent activement à l'intégration économique du Maroc dans la région subsaharienne. L'Afrique, en tant que contexte géographique et économique, est le théâtre de ces efforts d'intégration. Les "investissements" représentent les ressources mobilisées pour favoriser cette intégration, tandis que la "croissance" reflète l'objectif ultime de ces démarches : un développement économique mutuellement bénéfique pour toutes les parties prenantes. Finalement, le "Maroc" est l'acteur central, initiateur de cette nouvelle stratégie globale visant à renforcer sa présence économique et son influence diplomatique en Afrique subsaharienne.

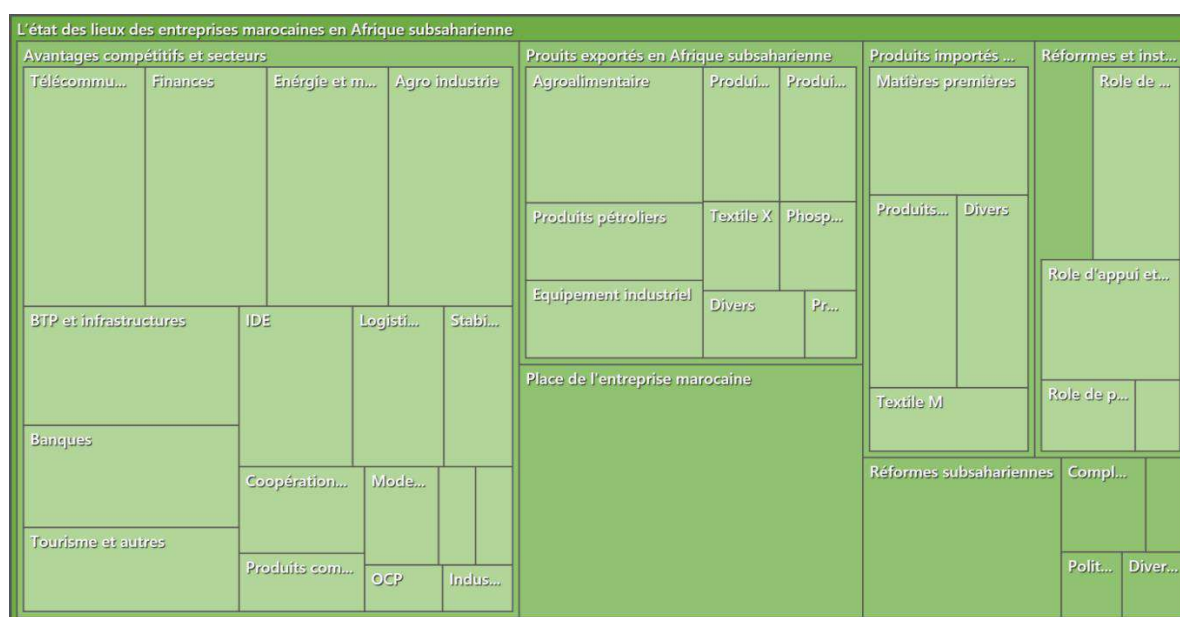
Figure 1 : Le nuage des mots



Source : Sortie Nvivo 12

Les entreprises occupent une place centrale dans l'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne et dans la nouvelle stratégie globale pour plusieurs raisons fondamentales. Elles sont les moteurs de l'économie, contribuant à la création de richesse et à la croissance économique. En investissant dans la région subsaharienne, elles stimulent le développement industriel, la création d'emplois et l'amélioration de l'infrastructure. De plus, les entreprises facilitent les échanges commerciaux, renforçant ainsi les liens économiques entre le Maroc et les pays subsahariens. Elles apportent également des compétences, des technologies et des pratiques commerciales avancées, contribuant ainsi à l'élévation du niveau technologique des pays partenaires. Enfin, les entreprises jouent un rôle actif dans la diplomatie économique en renforçant les relations diplomatiques et en favorisant la coopération bilatérale, tout en participant au développement de réseaux d'influence importants. En somme, elles sont des acteurs clés de cette stratégie, favorisant une intégration économique mutuellement bénéfique.

Figure 2: Graphique hiérarchique de l'état des lieux des entreprises marocaine en Afrique Subsaharienne



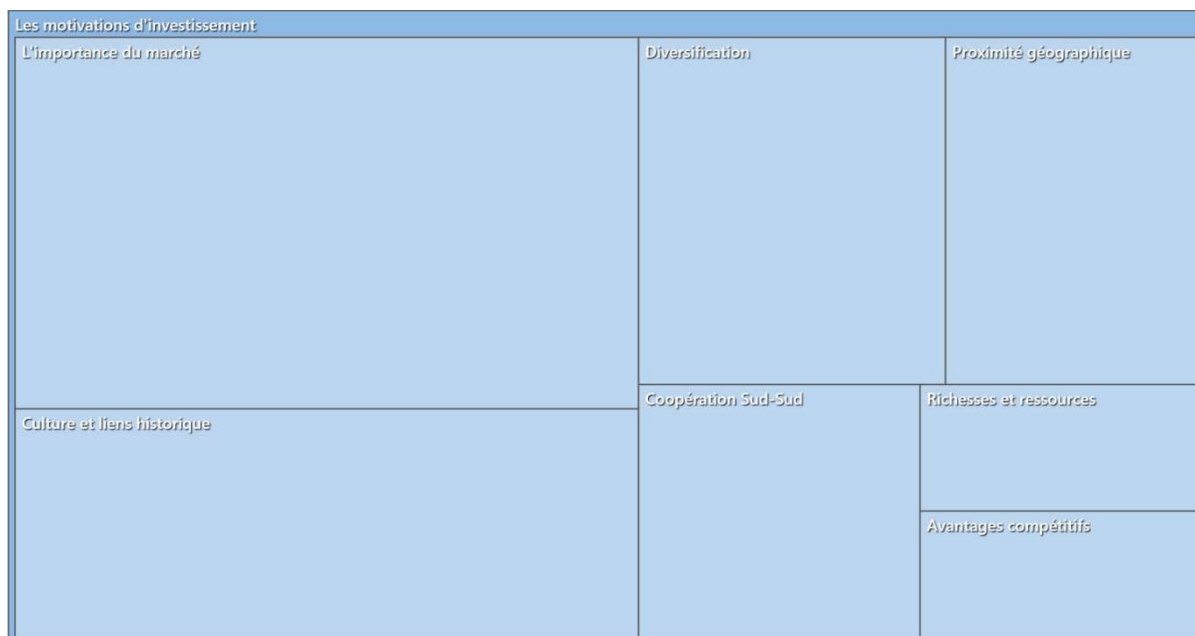
Source : Sortie Nvivo 12

L'expansion des entreprises marocaines en Afrique subsaharienne a connu une croissance significative ces dernières années, reflétant l'engagement du Maroc à renforcer ses liens économiques et diplomatiques avec les pays de cette région dynamique, elles ont réussi leur expansion en Afrique subsaharienne grâce à divers avantages comparatifs. La proximité géographique du Maroc avec la région facilite la logistique et les échanges commerciaux, réduisant les coûts de transport. De plus, la stabilité politique et économique du Maroc en fait un partenaire attrayant pour les pays subsahariens, rassurant les investisseurs. Les entreprises marocaines ont développé une expertise dans des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie pharmaceutique et les télécommunications, ce qui les rend compétitives sur les marchés subsahariens. Le soutien gouvernemental, à travers des programmes d'incitation et des accords bilatéraux, renforce encore ces avantages.

Les entreprises marocaines sont impliquées dans des échanges commerciaux diversifiés en Afrique subsaharienne. Elles importent des matières premières, des produits agroalimentaires, des équipements industriels et des produits manufacturés. En parallèle, elles exportent des produits agroalimentaires, des médicaments, des matériaux de construction, des équipements électriques, et développent de plus en plus leurs services à forte valeur ajoutée. Cette diversification des échanges contribue à renforcer la compétitivité du Maroc sur les marchés subsahariens.

Le Maroc a entrepris des réformes visant à faciliter les investissements et le commerce en Afrique subsaharienne. Ces réformes incluent la simplification des procédures administratives, la signature d'accords bilatéraux de libre-échange avec plusieurs pays, la promotion de zones économiques spéciales et l'amélioration de l'infrastructure logistique, notamment des ports et des routes. De plus, le Maroc offre un soutien financier et institutionnel aux entreprises souhaitant investir dans la région. L'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI) et Maroc Export sont des acteurs clés dans cet accompagnement, favorisant ainsi l'expansion réussie des entreprises marocaines en Afrique subsaharienne.

Figure 3: Graphique hiérarchique de Motivations d'investissements



Source : Sortie Nvivo 12

L'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne est motivée par une stratégie globale visant à diversifier son économie et à renforcer ses liens économiques et diplomatiques avec les pays de la région. Cette diversification économique vise à réduire la dépendance du Maroc à l'égard de

marchés traditionnels, contribuant ainsi à une stabilité économique accrue. De plus, l'Afrique subsaharienne offre des opportunités de marché en pleine croissance, avec une population jeune et une classe moyenne émergente, ce qui incite les entreprises marocaines à étendre leur présence dans la région. *Le Maroc a réussi en peu de temps à imposer ses entreprises dans les grands deals qui se jouent en Afrique subsaharienne.* Le chef de division de la coopération internationale- Douane La quête de ressources naturelles, telles que le pétrole, le gaz, les minéraux et l'agriculture, constitue également une motivation essentielle pour répondre à la demande croissante en matières premières. Enfin, cette démarche renforce la diplomatie économique du Maroc, lui permettant de développer des partenariats économiques solides, d'accroître son influence diplomatique et de participer activement à la coopération Sud-Sud, consolidant ainsi son rôle en tant qu'acteur clé sur la scène internationale.

6. Analyses et discussions :

La nouvelle stratégie d'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne repose sur plusieurs piliers interconnectés. Tout d'abord, l'approfondissement des relations économiques vise à stimuler le commerce et les investissements bilatéraux, alignant ainsi le Maroc sur une trajectoire de croissance partagée. En parallèle, le renforcement des partenariats politiques vise à accroître l'influence diplomatique du Maroc dans la région, renforçant sa position stratégique. Enfin, la promotion de la culture et des échanges sociaux vise à consolider les liens humains et culturels, favorisant une compréhension mutuelle plus profonde et durable entre les nations.

Les institutions marocaines de coopération internationale et sud-sud jouent un rôle central dans cette stratégie. Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, en collaboration étroite avec le Ministère délégué chargé des Affaires Africaines, orchestre la politique extérieure du Maroc, démontrant ainsi un engagement fort envers la coopération Sud-Sud et les intérêts communs des peuples africains. *'Le ministère de l'Industrie joue un rôle essentiel dans la coordination des activités liées aux négociations et à la mise en œuvre des traités et accords'* Chef du service des relations commerciales Maroc et reste des pays de l'Afrique. L'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI), représente un outil essentiel pour mettre en œuvre la politique de coopération du Maroc en Afrique subsaharienne fondée en 1986, elle adopte une approche de développement centrée sur l'humain, contribuant à une croissance équitable et partagée dans la région. Maroc Export, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, et la Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation complètent ce dispositif en promouvant l'offre exportable marocaine, en soutenant l'internationalisation des entreprises et en sécurisant les marchés à l'exportation. En outre, le lancement du Programme de Développement du Commerce Extérieur 2017-2021 atteste de l'engagement continu du Maroc envers son expansion économique en Afrique subsaharienne. Ce programme inclut des initiatives telles que le soutien aux primo-exportateurs et la création de l'Agence Marocaine de Promotion des Investissements et des Exportations, soulignant ainsi l'importance stratégique accordée par le Maroc à sa coopération avec l'Afrique subsaharienne. Ces actions mettent en lumière le rôle crucial des institutions dans la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie d'insertion dynamique et prospère pour le Maroc sur la scène africaine.

7. Conclusion :

La nouvelle stratégie d'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne représente un tournant significatif dans la politique étrangère du pays (Dafir, 2012). Cette approche réfléchie et holistique a été forgée par l'évaluation des opportunités et des défis que présente la région subsaharienne, et elle offre déjà des résultats encourageants.

Les premières phases de mise en œuvre de cette stratégie ont montré une augmentation des échanges économiques, le renforcement des liens diplomatiques et une intensification des

échanges culturels. Des projets d'infrastructure conjoints et des initiatives de développement illustrent le potentiel de cette nouvelle approche.

Cependant, il est essentiel de garder à l'esprit les défis persistants. Les disparités économiques, les différences politiques et les barrières culturelles peuvent entraver la réalisation totale de cette stratégie. Il est donc nécessaire d'adopter une approche adaptative pour surmonter ces obstacles.

L'avenir de l'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne est prometteur. La diversification des partenariats économiques, le renforcement continu des relations politiques et la promotion culturelle et sociale offrent des opportunités pour renforcer davantage la présence du Maroc dans la région.

De plus, le Maroc peut jouer un rôle crucial dans la résolution des défis régionaux, notamment en matière de sécurité et de stabilité. La coopération régionale et la diplomatie préventive peuvent contribuer de manière significative à la stabilité et au développement durable de l'Afrique subsaharienne.

En conclusion, la nouvelle stratégie d'insertion du Maroc en Afrique subsaharienne ouvre la voie à une coopération plus étroite et plus fructueuse avec les pays de la région. Bien que des défis subsistent, l'engagement du Maroc envers ses voisins subsahariens est manifeste. Avec une approche flexible et un engagement continu, le Maroc est bien positionné pour jouer un rôle de premier plan en Afrique subsaharienne et contribuer à son développement futur.

Références

- (1). Allais, M. (1993). L'intégration monétaire de la Communauté Economique Européenne. *Revue d'économie du développement*, 1(2), 135-152.
- (2). Balassa.B, 1976, *the theory of Economic: integration*, International Economic Association.
- (3). Dafir, A. (2012). La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne: réalités et enjeux. *Géoéconomie*, (4), 73-83.
- (4). DAFIR. A , 2021, Les entreprises marocaines en Afrique Subsaharienne: Logiques et défis. *Geopolitics and Geostrategic Intelligence*.
- (5). Dafir, A. & Salam, G. (2016). L'intégration de la diplomatie économique dans un dispositif national d'intelligence économique : quels enjeux pour le Maroc ? *Revue internationale d'intelligence économique*, 8, 47-63.
- (6). De Rond, M., & Thietart, R. A. (2007). Choice, chance, and inevitability in strategy. *Strategic Management Journal*, 28(5), 535-551.
- (7). Diouf. M.1989, *Intégration économique : perspectives africaines*, Edition PUBLISUD, Paris.
- (8). Lecoutre, D. 2008, *Vers un gouvernement de l'Union Africaine ? Gradualisme et statu quo V. immédiatisme*.
- (9). Gbetnkom, D. (2013). Intégration régionale et potentialité commerciale dans la CEMAC : une évaluation par le modèle de gravité. *Techniques Financières et Développement*, 111, 89-103.
- (10). Hugon, P. (2002). Les économies en développement au regard des théories de la régionalisation. *Revue Tiers Monde*, 9-25.
- (11). Hugon. P, 2012, *Géopolitique de l'Afrique*, 3ème.
- (12). HOURMAT ALLAH Hind, « Chapitre VII. Vers un renouvellement des modèles d'internationalisation des PME en Afrique », dans : Doha Sahraoui éd., *Recherches en sciences de gestion au Maroc. 30 ans de rétrospective*. Éditions EMI, « Recherches », 2022, p. 143-168.

- (13). Richard, Y. (2014). Régionalisation, régionalisme et intégration régionale: concepts flous et nécessaire clarification. La régionalisation du monde: construction territoriale et articulation global-local. Paris: Tunis: Karthala, 23-44.
- (14). Labaronne, D. (2013). Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins. Mondes en développement, 163, 99-113.
- (15). Tenier.J, 2003, *Intégration régionale et mondialisation*, la documentation française N 70-71.
- (16). Wacheux, F., & Rojot, J. (1996). *Méthodes qualitatives et recherche en gestion* (pp. 201-209). Paris: Economica.